

# Ici, Ensemble

Le Journal de l'amitié politique entre les habitants du pays

Prix : 1 €

~ Editorial ~

---

## **Mise en crise de l'Etat par lui-même, Travaillons au Pays pour Tous !**

---

### **1) Retour sur le discours de Grenoble :**

Nous avons dit très tôt (voir "*Ici, Ensemble*" N° 18) que le discours de Grenoble, énoncé par Sarkozy le 30 juillet 2010, ouvrait à une nouvelle séquence politique pour l'Etat, et par là-même ouvrait la campagne électorale de 2012 et en donnait le ton : elle sera menée à coups de tensions, de guerres, de persécutions.

Rien de cela ne s'est malheureusement démenti : de la chasse à l'homme contre les Roms cet été (et qui se poursuit encore), à la campagne anti-musulmans actuelle, en passant par le nouveau CESEDA/Besson contre les étrangers, à la loi LOPPSI2 (*qui inclut de nouvelles mesures contre les sans-papiers et tout un attirail sécuritaire général*), c'est la même volonté étatique qui court. **Guerre à l'intérieur, guerres à l'extérieur** : Libye, Côte d'Ivoire, Afghanistan.

Il est significatif que dans le champ étatique, le champ des partis, des syndicats et de la presse, rien ne sorte, qu'aucune critique de fond ne soit élaborée, qu'aucune rupture ne soit envisagée d'avec ce discours/programme. C'est le signe, inquiétant, que chaque parti et chaque concurrent à l'élection présidentielle intègre déjà cette proposition comme incontournable.

Ce constat ne peut que nous renforcer dans la nécessité d'être à distance de l'Etat (ne pas chercher les places et le pouvoir), pour pouvoir travailler à une véritable capacité du côté des gens, capacité à affirmer des convictions et principes "pour tous" et à en faire force de décisions.

### **2) Mise en crise de l'Etat par lui-même :**

On peut avancer l'hypothèse qu'il s'agit, depuis au moins le discours de Grenoble, d'une volonté

délibérée de mise en crise profonde de l'Etat, mise en crise voulue par Sarkozy et une grande partie de l'UMP, suivie par une partie non négligeable du PS. **Cette mise en crise de l'Etat par lui-même** a plusieurs enjeux

- Tout d'abord, justifier que l'Etat n'a pas à formuler de pensées positives vis à vis de ce qui arrive aux gens ; que son rôle n'est pas, n'est plus, d'élaborer une pensée et des propositions sur le devenir du pays, son développement et autres choses de la même importance.
- Ce faisant, cela transforme profondément l'Etat : le seul champ de possibles qu'il s'assigne à lui-même et dont il se présente responsable, est un champ policier, de suspicions, de surveillances, de punitions en direction de la population. Le sécuritaire et la frénésie de lois et réglementations en sont significatifs. Dans son discours/ programme, Sarkozy réduit le possible de l'Etat à un unique et complexe appareillage policier et législatif répressif.

On peut aussi, à partir de cette hypothèse de mise en crise de l'Etat par lui-même, mieux "comprendre" le discours de Grenoble. Nous avons noté le côté confus et sans logique apparente de ce discours (*il passe de la grande délinquance à la petite délinquance, ensuite à l'immigration, aux sans-papiers, au bracelet électronique pour les multirécidivistes, à la déchéance de la nationalité française, à l'école, à la responsabilité des parents etc...*).

On peut dire avec du recul, que ce discours prend à présent tout son sens : une fois l'Etat dégagé de toute prise en compte du réel de la vie des gens (éducation des enfants, logement, accès aux soins, droits des gens, vie chère ...), il peut construire sa légitimité à partir de ce qu'il décide lui de configurer, et ainsi désigner à tous les questions à traiter (sécurité, immigration, laïcité, guerres...).

La mise en crise actuelle de l'UMP en est une conséquence, qui correspond à la mise en place du parti idéologiquement prêt à assumer cette

politique et oblige tous les autres partis à se reconfigurer dans ce champ.

### 3) Les mots de l'Etat, les mots du côté des gens :

*"Immigration", "sécurité", "musulmans", "clandestins", "français de souche", "français d'origine étrangère", "quartiers défavorisés",...* sont autant de mots et de qualificatifs pour parler de nous, gens de ce pays, pour faire de nous des groupes séparés que rien ne peut lier.

Les mots de l'Etat, nous le voyons tous les jours, sont ceux de la guerre, du mépris, de l'humiliation, du déni de droits. Ces mots, qui sont ceux du discours de Grenoble, justifient la persécution et les cascades de lois et décrets sécuritaires.

Pouvoir tenir face à cette politique demande donc, entre autres, que nous ayons nos propres mots, les mots du côté des gens, les mots qui parlent "pour tous".

**Nos mots à nous sont :** *"habitants du pays", "gens d'ici", "pour tous", "égalité", "justice", "droits pour tous"...* Ainsi, nous pouvons dire qu'il n'y a pas les *"clandestins"* ou *"les immigrés"*, les *"bons ou mauvais immigrés"*, les *"bons ou mauvais français"* mais qu'il y a **des habitants qui ensemble construisent et font le pays**. Notre proposition de construire le *"Pays pour tous"* va dans ce sens et permet de ne pas être prisonniers des injonctions de l'Etat et de ses partis, d'avoir les moyens de dire nos propres convictions et de les porter devant tous.

Le *Pays pour tous*, sa mise en place pas à pas, dans la durée, par ceux qui veulent y travailler, c'est la conviction et la mise en oeuvre effective que chacun compte, qu'un habitant = un habitant.

La notion du *"Pays pour tous"*, libérée de toute référence à la Nation dans ce qu'elle a d'usé et de réactionnaire, permet de partir de ce qui est vraiment, des situations, et de ce que chacun est capable de dire et décider. **La paix à l'intérieur, entre les gens du pays, est alors envisageable et possible.**

Jean-Louis



---

**Il n'y a pas les musulmans d'un côté et  
les non-musulmans de l'autre.  
Il y a simplement des gens du pays,  
avec des religions différentes ou sans religion,  
qui prient ou qui ne prient pas**

---

*Lors de son intervention sur TF1 le 10 février, le Chef de l'état a annoncé son intention de lancer un grand débat sur l'islam. Annonce reprise par le chef de l'UMP, qui annonce un débat sur "la laïcité", avec une partie centrée sur l'islam, et en précisant qu'il s'agissait de "poser un certain nombre de problèmes de fond sur l'exercice des cultes religieux, singulièrement le culte musulman, et sa compatibilité avec les lois laïques de la République". Que signifie cet acharnement de l'état contre la religion musulmane ? Voici quelques éléments de réflexion issus d'une discussion collective au sein du Rassemblement du pays pour tous, suivis d'un texte de bilan.*

**1- " Pour moi, c'est un appel à la guerre  
entre les gens du pays. "**

*Zoubida :*

On stigmatise encore une population. C'est une façon de plus de dire : *"regardez, ce ne sont pas des gens comme nous, ils ne sont pas intégrés, leur religion les empêche de s'intégrer."* Ils opposent "musulmans" et "français". Ca crée 2 populations différentes dans un même pays. Mais on est ensemble, musulmans, non musulmans, chrétiens, athées, juifs, bouddhistes.... Ca fait des années que c'est comme ça ; pourquoi tout d'un coup ça devient un problème ? L'état crée des fausses réalités. Pour moi, c'est un appel à la guerre entre les gens du pays.

*Mohamed :*

On n'a pas besoin de croisade. Pourquoi cette haine qui peut diviser les familles ? Ils sont en train d'attaquer les familles, où il y a des musulmans et des non-musulmans. Ca touche y compris des français.

*Marcel :*

Le " musulman "s'oppose au "bon français" qui n'est pas musulman. Je me rappelle l'époque où il y avait plusieurs catégories de français, et parmi eux il y avait des franco indigènes, des franco musulmans. On en revient à la création de français de seconde catégorie, c'est très dangereux. Cette catégorisation, c'est aussi une justification pour exclure certains du droit, ne pas accorder les droits à tous.

Zoubida :

Parler de "français musulmans", "d'origine musulmane", c'est une façon d'exclure des gens, de leur dire qu'ils ne sont pas du pays, qu'ils n'en seront jamais.

## **2- "En France, l'islam est devenu la religion du peuple, la religion des pauvres et des petites gens, qui les organise. Il s'agit aussi de mater les populations"**

Zoubida :

Pourquoi cet acharnement ? Pourquoi partir du principe que la prière des musulmans est choquante pour les français non-musulmans ?

Chérif :

Les gens prient dans la rue à cause de l'absence de mosquée. Ils en font une affaire d'état, et en même temps, en Bretagne ou à Perpignan, ils laissent bien faire les processions et quand le pape vient, s'il n'y a pas assez de place, les gens prient dehors pour la messe, ça ne choque personne.

Marcel :

ils veulent que les imans soient français. Mais les prêtres catholiques ne sont pas tous français, loin de là ! Je crois que ce qui les gêne, c'est surtout le fait qu'en France, l'islam est devenu la religion du peuple, la religion des pauvres et des petites gens, et que d'une certaine façon, il les organise. Pour l'état, il s'agit aussi de mater les populations.

Fellag :

C'est pour provoquer, trouver un sujet pour endormir les gens sur d'autres choses. Pour créer la confusion dans la tête des gens : par exemple, maintenant, "arabe" égale "musulman". Sarkozy a même parlé "d'origine musulmane". Comme si la religion était une origine !

Brigitte :

C'est une façon d'enlever leur liberté aux gens, de les mettre de force dans des cases identitaires, qui ne leur correspondent pas

réellement. Il y a beaucoup d'arabes qui ne sont pas musulmans, beaucoup de musulmans qui ne sont pas arabes, et parmi eux, un nombre important de français "blancs", beaucoup de musulmans arabes qui ne se définissent pas comme ça, etc... mais avec tout ce remue-ménage médiatique, les autres vont finir par les voir comme ça, et eux aussi vont commencer à se définir ainsi. C'est pour ça qu'il est important de casser ça, en avançant notre propre définition de nous-mêmes, comme gens du pays, et en ne propageant pas les mots de l'état pour nous désigner et nous définir.

## **3- L'état doit respecter les religions, car c'est le choix de la personne.**

Zoubida :

Ils disent que la religion est individuelle, mais c'est eux qui sont en train d'en faire une affaire publique. La religion, c'est personnel, mais la pratique est toujours plus ou moins collective. Les musulmans n'ont jamais dit qu'ils veulent imposer leur religion aux gens. C'est l'état qui le prétend.

Marcel :

Je dirais que la religion est une affaire privée qui se pratique collectivement. Cela implique forcément une certaine visibilité.

Brigitte :

Dans toute religion, il y a une minorité qui subit, mais ce n'est pas en enfermant ces personnes dans une pseudo identité religieuse qu'on leur permettra de s'en libérer. Tous les discours sur la libération de la femme musulmane opprimée par son mari se heurtent à la réalité de jeunes femmes qui assument leur choix religieux d'autant plus qu'il est stigmatisé. Sous une apparence féministe, ces discours partent du principe que la femme (et particulièrement la femme musulmane) est soumise à son mari, incapable de penser par elle-même et de choisir son mode de vie. La réalité est beaucoup plus complexe. Sous prétexte de libération, c'est une façon d'exclure la personne, de la mettre à l'écart !

Chérif :

Je trouve qu'avec ce débat sur l'islam, l'état et tous ceux qui sont d'accord traitent la religion

des musulmans, et au-delà toutes les religions, avec un manque de respect évident. Ils s'appuient sur l'ignorance pour diviser les gens, pour créer la guerre entre eux : S'ils libèrent les discours contre une religion, ils le libèrent contre toutes les autres.

Ils assimilent islam et terrorisme, et en même temps, ils sont très ennuyés parce que les événements en Tunisie et en Egypte, deux pays musulmans, montrent que c'est faux . Tout le monde a pu voir ça.

Moi, je dis que cette division des gens du pays, y compris les français, entre musulmans et non musulmans, ce n'est pas la réalité des gens, de ce qu'ils veulent. Les gens ne veulent pas la guerre ; Les gens ont besoin de projets, ils ont besoin de voir loin pour vivre. Cela, la politique de l'état ne peut pas le leur donner. C'est à eux de le construire. Nous, c'est ce qu'on fait.

### ELÉMENTS DE BILAN :

Concrètement, dans la situation, quels éléments cette discussion nous permet-elle de dégager ?

#### **1) IL N'Y A PAS LES MUSULMANS ET LES NON-MUSULMANS, IL Y A DES GENS DU PAYS.**

Ce point est essentiel pour penser la situation librement. Penser comme l'état ne signifie pas forcément être d'accord avec sa proposition, mais cela implique d'accepter le cadre de pensée qu'il nous propose, et donc de le valider : par exemple ici, accepter de définir une partie des habitants du pays comme musulmans/ non musulmans, accepter de discuter l'hypothèse d'une hiérarchie des religions, et cela dans les termes proposés, donc implicitement admis comme justifiés : les religions chrétiennes sont-elles plus "compatibles avec la République" que l'islam, en raison notamment de leur rôle historique dans la constitution de "l'identité nationale" ?

Même si c'est pour réfuter cette hypothèse, le fait d'y répondre sous-entend qu'on accepte les notions de "république laïque" et "d'identité nationale", dont un élément serait les pratiques religieuses. L'islam en France est principalement la religion des ouvriers et de leurs

familles, c'est-à-dire des gens pauvres, qui habitent les quartiers populaires. A travers l'attaque contre l'islam, l'état attaque aussi cette partie de la population.

S'ils lèvent la tête, l'état parlera de "musulmans non intégrés et non civilisés", et non d'habitants du pays qui ont des choses à dire, à faire valoir comme tout un chacun.

**Se penser comme habitant du pays, à égalité avec n'importe quel autre habitant, qu'on soit né ici ou qu'on y vive depuis peu, voilà ce qui permet de penser en dehors de l'état, à partir de soi, et d'avancer et pratiquer une conception du pays pour tous, du pays d'aujourd'hui.**

#### **2) IL FAUT L'ÉGALITÉ : LES DROITS DOIVENT ÊTRE POUR TOUS.**

Il faut l'égalité : avec ce débat, ce qui se profile, c'est la création d'une sous-catégorie de français, les " franco-musulmans " qui renvoie à la période coloniale. Déjà, la proposition de supprimer la nationalité française aux personnes naturalisées ayant agressé un policier allait dans ce sens, comme tout la proposition adoptée par le Parlement de remettre en question le droit du sol, en supprimant l'automaticité de la nationalité à 18 ans pour les jeunes nés en France de parents étrangers.

Droits fondés sur la naissance, sur la religion ....

S'agit-il toujours de droits ? Nous disons que c'est la suppression pure et simple du principe de droit au profit du retour à la notion de *privilèges* .

**Les droits sont pour tous, s'il y a ségrégation, s'il y a inégalité, il ne peut y avoir de droit.**

Appliquer le principe d'égalité, se donne de

façon très concrète dans les situations : par exemple, Chatel, le ministre de l'éducation veut interdire aux mères portant un foulard d'accompagner les sorties scolaires. Certains enseignants ont déjà annoncé leur décision de ne pas appliquer cette directive, et de refuser de trier les parents, en fonction de leur costume et de leur religion.

Des mères ont également annoncé leur intention de continuer à participer aux sorties et de ne pas accepter cette mise à l'écart. Et vous, qu'en pensez-vous ? Que ferez-vous dans cette situation ? Qu'en dites-vous ?

### **3) IL FAUT LE RESPECT :**

La religion est une affaire privée, qui se pratique souvent collectivement. Il faut donc les lieux de cette pratique, quelle que soit la religion. Les temples des Témoins de Jéhovah ne posent pas problème. Pourquoi les mosquées en poseraient-elles ?

Il faut arrêter de prendre les gens pour des idiots. Le rapport à la religion, quelle qu'elle soit, c'est un choix réfléchi de la personne, et c'est une évolution. Chacun doit respecter ce choix, cette décision, l'état aussi doit le respecter et cesser d'en faire un problème. Les événements d'Egypte et de Tunisie démontrent que c'est tout à fait possible : Tunisiens et Egyptiens ont démontré de façon éclatante que *musulmans* n'équivalait pas *terrorisme*, ils ont manifesté, dans les faits, leur volonté de vivre ensemble, et leur respect mutuel, hommes et femmes, jeunes et vieux, pratiquants ou non, coptes, athées et musulmans etc... **Ce faisant, ils ont obligé l'état à les respecter, à tenir compte d'eux, de leur volonté.**

### **4) L'ÉTAT VEUT LA GUERRE. NOUS, NOUS VOULONS LA PAIX, L'ENTENTE ENTRE LES GENS.**

La question n'est pas " pour ou contre l'islam " . Poser la question ainsi, c'est rester dans les termes du débat que l'état impose, c'est continuer d'enfermer les gens dans une identité religieuse, c'est poser une fausse question. De ce point de vue, la campagne actuelle contre l'islamophobie n'apporte aucune réponse, elle contribue à créer deux " camps " opposés, les pro et les anti-islam et reste dans la logique de guerre entre les gens impulsée par l'état.

L'état crée un problème là où il n'y en a pas, il attise les tensions au maximum, pour rendre impossible toute discussion, toute entente entre les gens. Il veut la guerre, et il veut qu'une partie des gens du pays lui emboîte le pas contre d'autres gens du pays. Déjà, il traite tous ceux qui sont susceptibles d'être musulmans en

ennemis : contrôles systématiques et incessants, enquêtes plus que poussées dans l'intimité des couples en cas de mariage avec un étranger, stigmatisation des parents étrangers, soumis à des "cours de parentalité" volonté d'imposer un modèle de vie à tout un chacun, et de désigner comme suspects tous ceux qui ne sont pas dans cette norme, etc....

On peut dire qu'il joue avec la vie des gens , en les enfermant dans des étiquettes, en cherchant à les manipuler, à les monter les uns contre les autres, en persécutant une partie d'entre eux.

**Il ne faut pas abandonner ceux que l'état maltraite !** C'est à nous, à chacun de nous, de se démarquer de cette politique, et d'affirmer que nous voulons la paix, qu'il n'y a ni problème ni guerre de religion en France, que nous pouvons et nous voulons nous entendre, parce que le pays c'est nous tous, et que nous le faisons ensemble !

### **5) C'EST À CHACUN À PORTER PUBLIQUEMENT LES PRINCIPES DE RESPECT ET D'ÉGALITÉ.**

Pour cela, il faut aussi réfléchir la mise en oeuvre de ces principes dans les différentes situations, en trouver les mots et les formulations plus générales. Ca nécessite de se rencontrer, d'en discuter, d'expérimenter, de faire bilan.... et de s'engager personnellement pour les faire vivre au quotidien.

*En présentant la discussion d'où sont tirés ces 5 points de synthèse, nous avons voulu montrer l'importance de ces recherches communes sur des questions d'actualité comme l'attaque de l'état contre les musulmans, comment le comprendre, qu'avancer pour y faire face... Dans le cadre de notre campagne "**le pays pour tous**", nous interviendrons rapidement avec un texte reprenant ces points. Retrouvez-nous lors de ces interventions.*

Brigitte

---

***Nous appelons à nous retrouver en Assemblée  
Samedi 9 Avril 2011, à 15h,***

*dans les locaux de TO7, 4bis cheminement Cambert (métro Reynerie)*

**La guerre aux pauvres, aux gens de nationalité étrangère,  
aux musulmans, doit cesser !  
Le pays pour tous !**

---

## ***Lettre ouverte à M. le Préfet de la Haute-Garonne.***

---

*Nous tenons régulièrement des permanences juridiques centrées principalement sur la question des papiers. Depuis quelques mois, plusieurs personnes nous ont fait connaître des situations de blocage inacceptables de la part de la Préfecture : refus d'appliquer les quelques droits qui restent en direction des étrangers ; mépris et humiliations sont devenus des attitudes courantes dans les couloirs de la Préfecture. La Lettre Ouverte qui suit détaille ces points de blocage et donne des exemples de situations relevant de l'abus de pouvoir par des fonctionnaires. Nous avons aussi décidé d'un accompagnement à la Préfecture dans certaines situations (si vous voulez y participer, prenez contact).*

Monsieur le Préfet,

Par la présente, nous tenons à attirer votre attention sur plusieurs dysfonctionnements dans le traitement des dossiers par votre service des étrangers :

1) A l'occasion des permanences juridiques que nous tenons, nous avons reçu de nombreux témoignages faisant état de l'anomalie suivante : des employés refusent systématiquement de remettre des dossiers de demande de titre de séjour à des gens qui n'ont pourtant jamais déposé de dossiers en Préfecture, et n'ont donc essuyé aucun refus, ou qui ont des éléments nouveaux à soumettre. Un employé s'est même permis de menacer d'appeler des policiers si la personne persistait dans sa demande qui était pourtant légitime !

Ce refus de remettre un dossier de demande d'un premier titre de séjour est illégal, et les menaces proférées par certains fonctionnaires ne font que créer un climat de peur et d'inquiétude envers des administrés que la Préfecture se doit de recevoir.

2) Nous avons aussi constaté un blocage quasi systématique en ce qui concerne les situations dites de "plein droit". En effet, de nombreuses personnes de nationalité Algérienne ayant déposé une demande dans le cadre de l'accord Franco-Algérien, et apportant les preuves solides de 10 années de présence ainsi que mentionnées dans le dit Accord, se voient notifier un refus, Il en est de même pour les Tunisiens qui rentrent dans les conditions du précédent accord Franco-Tunisien, avant modification. Un résultat annexe de ces pratiques, outre la privation pour les intéressés du titre auquel ils auraient droit, est la contestation de ces refus devant les tribunaux, avec la perte de temps, d'argent et d'énergie que cela représente.

3) Des titres de séjour, déjà fabriqués, sont retenus plusieurs semaines sans aucune raison légale dans les tiroirs de certains fonctionnaires. Cette anomalie crée une attente inutile et bloque des situations personnelles pour les gens qui ont besoin de justifier de leur renouvellement de titres devant des employeurs ou des administrations. Bien souvent, les nouveaux titres sont remis alors qu'ils arrivent à expiration !

4) Concernant les étudiants étrangers, vos services tardent à leur délivrer le titre de séjour "étudiant" auquel ils ont droit eu égard à leur inscription en faculté. Des refus de titre de séjour arrivent en Février et Mars sous le prétexte de mauvais résultats scolaires !

Nous avons déjà rencontré Mme Souliman, Secrétaire Général, en Avril 2010 à ce sujet. De toute évidence, vos services confondent l'année civile et l'année universitaire qui court de Septembre à Juin. Nous vous

demandons de veiller à ce que le titre soit délivré rapidement après l'inscription universitaire, de façon à créer pour ces étudiants les conditions favorables à leur réussite.

Certes, la loi CESEDA est une loi extrêmement restrictive quant aux droits des étrangers, une loi d'exception, au sens où elle excepte les étrangers du droit commun. Cela ne justifie aucunement que votre administration s'arroge le pouvoir de priver les gens des quelques droits qui leur restent. Une telle attitude relève du déni de droit et de l'abus de pouvoir.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, nos salutations respectueuses.

*Le Rassemblement du Pays pour Tous*



---

## **PAS D'IMMIGRATION CHOISIE ! LE PAYS POUR TOUS !**

---

Sous l'impulsion du gouvernement, et avec l'accord des différents partis, des syndicats et de la presse se sont mises en place en France depuis plusieurs années des pratiques de tri et de choix des gens, réduisant certains à l'état de marchandises considérées comme utiles ou inutiles. Que cela se fasse au nom du "mérite", au nom de lois et de décrets, ou par simple décision de responsables de l'état, les conséquences sont les mêmes : une vie très dure est faite à certains. **Ce sont très souvent des gens qui vivent et travaillent ici depuis des années** à qui l'état dit "tu n'as rien à faire ici" et qu'il persécute par des dénis de droits, la traque policière, l'expulsion etc.. Au "**Rassemblement du Pays pour tous**", que nous ayons ou non les papiers, que nous soyons français ou d'autre nationalité, nous disons :

1) Le "choix" et le tri des gens effectués par la police et la justice sur ordre du gouvernement **doivent cesser** : toute personne qui vit ici doit avoir les mêmes droits et **les gens maintenus sans-papiers doivent être régularisés** ! Autrement, il n'y a plus de principes de droits dans ce pays, mais des privilèges accordés ou non à certains par les puissants et les gens de l'Etat. La police politique, spécialisée dans ce "travail", et appelée "*Police des Etrangers*" et "*Police aux Frontières*" doit être dissoute, et les contrôles d'identité systématiques doivent cesser.



**2) A chacun de parler pour tous** : depuis 2 ans, la CGT et Sarkozy se sont mis d'accord pour **organiser ensemble le tri des ouvriers sans-papiers et de leurs familles**, et ce faisant de tous les sans-papiers. Au nom de "l'immigration choisie", ils ont cassé la bataille collective pour la régularisation de tous ceux qui vivent et travaillent ici. Ils ont ramené l'ouvrier à son côté "utilitaire" : pour être considéré "utile" par le gouvernement et la CGT, il faut un patron qui accepte de faire un contrat en CDI et paie une taxe supplémentaire, il faut que la Direction du Travail le valide, et même, dans certaines villes, que ce soit la CGT qui propose le dossier à la Préfecture ! Où est l'ouvrier là-dedans, où est sa vie, où est sa dignité ? cette manoeuvre a réussi car des ouvriers sans-papiers se sont ralliés à "l'immigration choisie" en espérant être "*le choisi*". Résultat des courses : des refus massifs, des licenciements, des expulsions. Merci la CGT ! Mais à chacun de se sortir de l'idée du "tri" : on est pas obligé de penser comme l'Etat et ses syndicats ! On peut penser par soi-même, avec d'autres et pour tous !

**3) Nous pouvons affirmer cela et mener ce travail** car nous avons **nos propres mots** pour parler de la situation, de ce qui arrive aux gens et dire ce que nous voulons. Nos mots ne sont pas ceux de l'Etat, ainsi nous ne parlons pas "*d'immigrés*", de "*clandestins*", "*d'identité nationale*", "*d'utiles*" ou "*d'inutiles*"...qui sont tous des mots pour enfermer les gens dans des catégories, pour diviser et nous mettre en guerre les uns contre les autres. Ces mots-là sont les mots des partis, des élections et du pouvoir : quand des gens les reprennent à leur compte, alors ils en sont prisonniers et ils pensent comme le gouvernement et les partis, et non **du côté des gens, pour tous, pour l'égalité, la justice et la liberté.**

**Nos mots à nous sont** : "habitants du pays", "gens d'ici", "pour tous", "égalité", "justice", "droits pour tous"...Ainsi, nous pouvons dire qu'il n'y a pas les "*clandestins*" ou "*les immigrés*", les "*bons ou mauvais immigrés*", les "*bons ou mauvais français*" mais qu'il y a **des habitants qui ensemble construisent et font le pays.**

A chacun d'affirmer qui il est, pourquoi sa vie est ici, de dire son travail, sa famille, son exil, ses études, sa maladie, sa raison intime à faire sa vie ici ; **autant de choses que l'état n'a pas à juger ou contrôler.**

A chacun de dire qu'il est d'ici, et qu'il doit être compté et reconnu ! C'est cela qui peut faire une force du côté des gens et des droits pour tous, car si l'Etat est fort physiquement avec sa police, sa gendarmerie et ses lois, il est faible devant des gens qui disent qui ils sont vraiment et ce qu'ils veulent pour tous. Les événements en Tunisie, Egypte ou Libye montrent bien que quand des gens sont capables d'avoir leurs propres mots pour parler de leur vie, dire ce qu'ils ne tolèrent plus de la part de l'Etat et ce qu'ils veulent pour tous, alors les tyrans s'effondrent !

**4) Nous pouvons avoir nos propres mots** parce que pour réfléchir les situations et les batailles, pour formuler nos idées et nos propositions, nous nous appuyons sur les principes pour tous : les droits pour tous ; chacun compte : une vie = une vie ; chacun doit être reconnu et respecté. Et parce que ces principes, nous les portons nous-mêmes, personnellement, devant les autres, sans nous en remettre à quiconque.

C'est ainsi que nous travaillons et que nous vous proposons de travailler, pour faire avancer la régularisation pour tous et ainsi battre en brèche la politique "sécuritaire" des partis contre les gens, pour construire ensemble le pays pour tous ceux qui y vivent.

Retrouvons-nous dans les lieux de ce travail.



---

## *Les Rencontres pour penser l'Aujourd'hui*

---

---

### **Nous organisons la prochaine Rencontre autour des questions ouvertes par l'insurrection Tunisienne.**

---

*Nous vous proposons d'y réfléchir ensemble **le Mercredi 20 Avril, à 18h30, Salle Marengo, 7 Rue René Leduc, 31500 Toulouse (Métro : Marengo-sncf)***

*Voici d'ores et déjà quelques points pour ouvrir à ce débat :*

- Bien sûr, il y a immédiatement l'aspect enthousiasmant et rafraîchissant qui rappelle à tous qu'un peuple peut faire tomber un tyran, pour peu que des gens déterminés décident de porter des points de dignité, d'égalité et de justice devant tous.
- Il y a aussi ces rencontres, dans les rues et les places, de gens qui d'habitude ne se parlent pas de la situation qui leur est faite, ne se disent rien de ce qu'ils pensent et veulent. Là, on a vu des jeunes se lier aux ouvriers, des femmes intervenir, des paysans se rendre dans les villes pour être de ces débats, de ces décisions **sur** l'Etat. Il s'agissait de faire tomber ce régime policier qui ne tenait que par la corruption et l'humiliation. Ils ont montré qu'ils existaient, qu'ils comptaient, et qu'il allait falloir que l'Etat fasse avec cette nouvelle donne.
- Dans ce soulèvement il y a eu un désintérêt à "prendre", ou à chercher à prendre l'Etat, de la part des gens réellement acteurs ; un désintérêt à s'organiser pour "porter" quelqu'un au pouvoir comme réponse au régime policier. Par contre on a vu une persistance, de la part de ces mêmes acteurs, à dire qui ne doit pas y être, une ténacité à contrôler l'Etat et le pouvoir jusque dans l'affrontement avec l'Etat français et son Ambassadeur qui a dû s'excuser de ses propos.

Devant cela, on ne peut certainement pas se contenter de dire *"une révolution a eu lieu, c'est l'éternel recommencement de la lutte des opprimés contre les oppresseurs"*. Même si on y rajoute une pointe de *"communisme éternel"* et *"communisme de mouvement"* (Badiou), ou de *"désir de liberté"* pour d'autres, c'est un peu court. Ces analyses visent seulement à ramener cet événement, cette insurrection nouvelle, dans des cadres de pensées politiques pré-établies : révolution, communisme, parlementarisme...où l'on sait même ce qui a eu lieu avant que cela ait eu lieu ! Une sorte de prescience politique en quelque sorte.

Au contraire, il nous paraît nécessaire d'interroger et s'interroger à propos de la nouveauté d'un tel événement sans chercher à le faire entrer dans une configuration politique déjà connue, ou dans des pré-requis. C'est le sens que nous voulons donner à la *"Rencontre pour penser l'Aujourd'hui"* du 20 Avril. Nous vous proposons de débattre à partir de

### ***Quelques questions ouvertes par l'insurrection Tunisienne :***

- N'y a t il pas quelque chose chose qui "court" des années 68 à maintenant, dont nous avons du mal à prendre la mesure, car nous réfléchissons encore avec les "vieux outils" précédents : lutte des classes comme moteurs de l'histoire, recherche d'un sujet politique historique (classe, masse, peuple...), recherche d'un "système" clé en main pour remplacer le système capitaliste actuel, organisation en Parti pour arriver à ses objectifs ?
- Qu'est ce qui "court" ainsi ? Avec la fin de l'état révolutionnaire comme moyen d'assurer une politique du côté des gens, s'ouvre la question de la capacité sans sujet politique historique : les choses ne se jouent plus du côté de l'état, de sa prise, de sa fin, de son renversement etc...***mais dans une capacité, en continu***, à dire et porter ce qui parle pour tous, les droits, l'égalité, la liberté. D'en faire une force réelle.
- Quel est ce nouveau rapport à la fois intérieur et extérieur à l'Etat que cette insurrection Tunisienne tente ?
- *"Ben Ali n'est pas Tunisien" "Ben Ali travaille contre la Tunisie" "nous sommes fiers d'être Tunisiens"* etc...ces affirmations dans l'insurrection Tunisienne, loin de tout chauvinisme et nationalisme identitaire, n'indiquent-elles pas qu'un "nous" est possible si quelques principes et actes sont posés ? S'inquiéter du Pays (dans le sens du lieu où des gens vivent et peuvent décider) plutôt que de l'Etat ? N'est-ce pas là une des conditions pour assurer la paix à l'intérieur du pays, contre la guerre civile ?
- Qu'en est-il de la possibilité d'une nouvelle capacité politique du côté des gens et de nouvelles formes d'organisations où ***convictions et principes*** sont essentielles ?

*Le texte initial de présentation des "Rencontres pour penser l'Aujourd'hui" est consultable sur le site.*



## POUR NOUS RENCONTRER :

- ⇨ LE RASSEMBLEMENT TIENT DES PERMANENCES JURIDIQUES  
TOUS LES LUNDIS DE 17H À 19H
  
- ⇨ NOUS SOMMES PRÉSENTS LES DIMANCHES  
AU MARCHÉ SAINT-SERNIN, DE 11H À 12H
  
- ⇨ DES REUNIONS REGULIERES SE TIENNENT LE SAMEDI  
ET LE MERCREDI 18H, A REYNERIE
  
- ⇨ POUR PLUS D'INFOS NOUS JOINDRE AU : 06-13-06-94-62 OU  
NOUS ÉCRIRE À : [ouvriersgensdici@free.fr](mailto:ouvriersgensdici@free.fr)
  
- ⇨ SUR INTERNET, RETROUVEZ-NOUS SUR : <http://ouvriersgensdici.free.fr> ou  
<http://www.ouvriersgensdici.net>

### ~ SOMMAIRE ~

- ◆ *Editorial : "Mise en crise de l'Etat par lui-même, Travaillons au Pays pour Tous ", Page 1 ;*
  
- ◆ *"Il n'y a pas les musulmans d'un côté et les non-musulmans de l'autre... ", Page 3 ;*
  
- ◆ *"Appel à se retrouver en Assemblée le 9 Avril", Page 6 ;*
  
- ◆ *"Lettre Ouverte à la Préfecture", Page 7 ;*
  
- ◆ *"Pas d'immigration choisie ! le Pays pour tous !, Page 8 ;*
  
- ◆ *Les Rencontres pour penser l'Aujourd'hui, Page 10 ;*